



Bruxelles, le **XXX**
[...](2019) **XXX** draft

RÈGLEMENT (UE) .../... DE LA COMMISSION

du **XXX**

**portant modification du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du
18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le
fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et du règlement (UE)
n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides
compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité en
ce qui concerne leur période de validité
PROJET**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

RÈGLEMENT (UE) .../... DE LA COMMISSION

du **XXX**

portant modification du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité en ce qui concerne leur période de validité
PROJET

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 108, paragraphe 4,

vu le règlement (UE) 2015/1588 du Conseil du 13 juillet 2015 sur l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à certaines catégories d'aides d'État horizontales¹, tel que modifié par le règlement (UE) 2018/1911 du Conseil du 26 novembre 2018²,

après consultation du comité consultatif en matière d'aides d'État,
considérant ce qui suit:

- (1) Un certain nombre de règles en matière d'aides d'État adoptées dans le cadre de l'initiative de modernisation du contrôle des aides d'État de 2012 doivent expirer d'ici à la fin 2020. Plus particulièrement, les règlements (UE) n° 1407/2013³ et (UE) n° 651/2014⁴ de la Commission expireront le 31 décembre 2020.
- (2) Pour assurer la prévisibilité et la sécurité juridique, tout en préparant une éventuelle future mise à jour des règles en matière d'aides d'État adoptées dans le cadre de la modernisation du contrôle des aides d'État, la Commission agira en deux phases.
- (3) Dans un premier temps, la Commission prolongera de deux ans la période de validité des règles en matière d'aides d'État qui, dans le cas contraire, expireraient d'ici à la fin 2020. Dans un second temps, conformément aux [lignes directrices pour une meilleure réglementation](#), elle évaluera ces règles en même temps que les autres règles en matière d'aides d'État adoptées dans le cadre de la modernisation du contrôle des aides d'État. La Commission a lancé l'évaluation de ces règles le 7 janvier 2019 sous

¹ JO L 248 du 24.9.2015, p. 1.

² JO L 311 du 7.12.2018, p. 8.

³ Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, JO L 352 du 24.12.2013, p. 1.

⁴ Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, JO L 187 du 26.6.2014, p. 1

la forme d'un «[bilan de qualité](#)». Sur cette base, la Commission pourra décider à l'avenir de prolonger encore ou éventuellement de mettre à jour les règles.

- (4) Compte tenu de la portée très large du bilan de qualité et du fait que les résultats des évaluations ne seront pas disponibles avant le début de l'année 2020, une décision d'orientation sur l'élaboration des règles applicables après 2020 ne peut pas être prise à temps pour garantir la sécurité juridique et la stabilité pour les parties prenantes en ce qui concerne les règles applicables après 2020. La prolongation permettra donc d'évaluer correctement les règles et de garantir leur prévisibilité et leur stabilité pour les États membres.
- (5) Eu égard à ce qui précède, la Commission prolongera de deux ans la période de validité des règlements (UE) n° 1407/2013 et (UE) n° 651/2014, jusqu'au 31 décembre 2022.
- (6) Il convient dès lors de modifier les règlements (UE) n° 1407/2013 et (UE) n° 651/2014 de la Commission en conséquence.
- (7) Compte tenu de la prolongation de la période de validité du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission, il se peut que certains États membres souhaitent prolonger des mesures pour lesquelles des informations succinctes ont été transmises conformément à l'article 11 dudit règlement. Pour garantir la transparence, il y a lieu que les États membres communiquent à la Commission une version actualisée des informations succinctes concernant la prolongation de ces mesures.
- (8) Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au Journal officiel,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

À l'article 8 du règlement (UE) n° 1407/2013, le deuxième alinéa est remplacé par le texte suivant:

«Il est applicable jusqu'au 31 décembre 2022.»

Article 2

- (1) L'article 2, point 27, du règlement (UE) n° 651/2014 est remplacé par le texte suivant:

«“zone assistée”: toute zone désignée sur une carte des aides à finalité régionale approuvée pour la période allant du 1.7.2014 au 31.12.2020, prolongée jusqu'au 31.12.2022, en application de l'article 107, paragraphe 3, points a) ou c), du traité;».

- (2) À l'article 59 du règlement (UE) n° 651/2014, le deuxième alinéa est remplacé par le texte suivant:

«Il s'applique jusqu'au 31 décembre 2022.»

Article 3

Si un État membre souhaite prolonger, par suite de la modification du règlement (UE) n° 651/2014, des mesures au sujet desquelles des informations succinctes ont été transmises à la Commission conformément à l'article 11 du règlement (UE) n° 651/2014, les informations succinctes concernant la prolongation de ces mesures sont dûment actualisées et

communiquées à la Commission dans un délai de 20 jours ouvrables à compter de la décision de prolongation par les États membres.

Article 4

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le

Par la Commission
Le président